



Fédération **Autonome** de la Fonction Publique

Paris, le 1^{er} février 2018

LETTRE OUVERTE À MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE

Monsieur le Premier Ministre,

Au moment où se tient le premier Comité interministériel à la transformation publique (CITP) et que sont lancées en parallèle les concertations sur les premières pistes de réformes envisagées dans le cadre du programme « Action Publique 2022 », la **FA-FP** souhaite vous interpeller sur deux points essentiels qui, au-delà des annonces faites aujourd'hui et que nous ne commenterons pas, conditionnent, de notre point de vue, la suite de la démarche « Action publique 2022 ».

Dans un premier temps, nous constatons que votre volonté d'engager une vaste consultation des usagers et des agent·e·s est aujourd'hui en situation d'échec et nous le déplorons.

Les derniers retours sur la participation au Forum de l'Action publique et les difficultés pour les organisations syndicales de s'impliquer dans les différents ateliers décentralisés illustrent cet échec.

Pour autant, la **FA-FP** qui, fidèle à son engagement progressiste et à son attachement au dialogue social, a fait le choix d'encourager cette consultation démocratique, considère qu'il n'est pas trop tard pour que les éléments cités dans votre lettre circulaire du 26 septembre dernier se traduisent de manière concrète :

« Enfin, afin d'impliquer l'ensemble de nos concitoyens, j'ai également décidé d'organiser un Grand Forum de l'action publique dont l'ambition sera de recueillir les attentes et propositions des citoyens sur la transformation du service public et de réfléchir avec les agents publics à un cadre de travail modernisé. Je vous demande de vous engager activement dans cet événement en animant personnellement un des treize forums régionaux des services publics organisés entre novembre et décembre 2017. »

Aussi, nous vous sollicitons afin qu'une vaste campagne d'information et de sensibilisation destinée à encourager la participation des usagers et des agent·e·s au Forum de l'Action publique soit très rapidement mise en place.

Faute d'une participation significative à ce Forum, les conclusions de cette consultation ne pourront en aucune façon s'imposer comme base de discussion pour la suite des travaux « d'Action publique 2022 ».

Pour la **FA-FP**, il y a là un véritable enjeu d'un point de vue démocratique.



FA-FP

96 rue Blanche

75009 PARIS

Tel : 01 42 80 22 22

E-mail : contact@fa-fp.org

Site internet : <http://www.fa-fp.org>

Dans un deuxième temps, afin de donner à « Action publique 2022 » toute sa légitimité, la **FA-FP** réaffirme l'urgence d'intégrer dans cette réflexion des données objectives sur la place du service public dans notre société, en lançant une mission d'inspection sur les richesses engendrées par ce même service public.

Jamais une telle démarche n'a été entreprise et les différentes inspections, voire la Cour des comptes si prompt à déterminer l'endettement de chaque citoyen pour cause de dépenses publiques, pourraient se voir confier une mission dans l'objectif de mesurer le poids du service public dans la défense des intérêts communs et de la lutte contre les inégalités sociales.

Le récent mouvement au sein des établissements hospitaliers pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) auquel la **FA-FP** s'est associée, démontre une nouvelle fois que la notion de profit, totalement étrangère à la Fonction publique, ne peut être associée aux missions de service public.

Comment imaginer un seul instant que la prise en charge de la dépendance puisse générer une quelconque spéculation financière !

Seule une véritable politique publique basée sur un service public fort, accessible à toutes et tous, permettra à notre société de relever l'ensemble des défis en matière de santé, d'enseignement, de prise en charge de la dépendance, d'accès à l'eau, de sécurité ou de culture pour ne citer que quelques exemples.

Pour la **FA-FP**, cette réflexion doit impérativement s'inscrire dans les travaux « Action publique 2022 », sauf à ce que le gouvernement ait d'ores et déjà fait le choix de renoncer à l'idée d'une société forte de sa solidarité.

L'engagement Autonome, progressiste et solidaire porté par la **FA-FP** restera entier, et rien n'entamera notre détermination à défendre l'idée selon laquelle le service public est un bien commun incarné par 5,4 millions de femmes et d'hommes qui s'engagent au quotidien pour le bien-être de chaque citoyen·ne.

Dans l'attente de votre réponse, soyez assuré, Monsieur le Premier Ministre, de l'expression de nos sentiments les plus respectueux.